



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

*Direction Départementale
des Territoires et de la mer
de la Somme*

*Service de l'Environnement,
de la Mer et du Littoral*

*Bureau Nature, Mer
et Littoral*

Pôle de Gestion du Littoral

ARRETE DU 14 AVR. 2014

Le Préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite

**Conseil Général de la Somme
Dragage d'entretien du port de Le Hourdel**

Vu le code du domaine de l'État ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juillet 2006 portant classement de l'ensemble formé par le cap Hornu, la Pointe de Le Hourdel et l'estran adjacent ;

Vu le décret n° 2010-365 du 09 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

Vu le décret du 1er août 2012, nommant Monsieur Jean-François CORDET en qualité de préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret n° 2012-1389 du 11 décembre 2012 portant création du parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1975, portant création du site inscrit du littoral picard ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 1er janvier 2010 nommant Paul GERARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 avril 2004 modifié, relatif à la réglementation de la circulation des véhicules et engins à moteur, sur les dunes, le rivage de la mer et les plages appartenant au domaine public maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012, portant délégation de signature à Monsieur Paul GERARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2014, portant subdélégation de signature à Madame Emilie LEDEIN, chef du service de l'environnement, de la mer et du littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 portant autorisation au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la demande formulée le 23 octobre 2013 par le Conseil Général de la Somme ;

Vu la notice d'incidence NATURA 2000 fournie le 23 octobre 2013 par le permissionnaire ;

Vu l'avis de la commission nautique locale en date du 06 novembre 2013 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, en date du 21 janvier 2014 ;

Vu l'avis de Monsieur le président du parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale, en date du 23 janvier 2014 ;

Vu l'avis de Monsieur le maire de la commune de Cayeux-sur-Mer en date du 20 février 2014 ;

Vu l'avis de la direction régionale des finances publiques de Picardie et du département de la Somme en date du 1^{er} avril 2014 ;

Vu l'avis du Syndicat Mixte Baie de Somme - Grand Littoral Picard ;

Considérant que le programme de dragage représente une incidence non notable sur les sites Natura 2000 et les zones humides ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme :

A R R E T E

Article 1: Objet de l'autorisation

Le Conseil Général de la Somme, 43 rue de la République, BP 2615 - 80026 AMIENS cedex 1, représenté par Christian Manable, Président, est autorisé, conformément au plan joint, à entreprendre des travaux de dragage d'entretien du chenal naturel d'accès au port de pêche et à stocker les matériaux sur le site de la Pointe de Le Hourdel.

Les travaux de dragage du chenal naturel d'accès du port de pêche consistent à :

- extraire 4 000 m³ de sable fin deux fois au cours du programme et 2 000 m³ de sable fin les autres années ;
- extraire 10 000 m³ de sable dans le chenal d'accès tous les ans ;
- extraire 10 000 m³ de galets et sable à la pointe de Le Hourdel pour contenir son avancée dans le chenal de navigation.

le volume de galets extraits pourra être ponctuellement plus important (quelques dizaines de milliers de m³), tout en respectant un volume maximum extrait sur 10 ans de 100 000 m³.

Au final, la demande porte sur un volume à extraire de 216 000 m³ sur 10 ans (Port de pêche et chenal).

Le stockage des matériaux sur le site de la Pointe de Le Hourdel est limité à 5 semaines sur la plate-forme de 2 500 m² et est définitif au sein de l'Anse aux Morts.

Article 2: Objectif poursuivi

Les travaux de dragage ont pour objectif de retrouver les cotes de fond des ports à environ – 1,00 m IGN, c'est-à-dire à leur niveau du début des années 1990. Pour le chenal, la cote objectif est à environ – 1,20 m IGN.

Les extractions de matériaux réalisés au niveau de la Pointe de Le Hourdel sont strictement limitées aux besoins d'entretien du chenal d'accès au port. Elles ne portent que sur des zones de galets nus. L'objectif de l'extraction est de retrouver les limites de la pointe de 2007 telles que présentées au plan annexé.

Article 3: Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le permissionnaire prévoit une période de « neutralisation estivale », du 1er mai au 30 septembre, en raison de la proximité des zones balnéaires et de la fréquentation touristique.

Aucune intervention n'est réalisée de nuit pour éviter le dérangement de la faune et des activités cynégétiques.

Le dragage des ports de pêche nécessite une période annuelle de travaux de 30 jours. En outre, une période d'égouttage de 3 à 5 semaines est nécessaire.

A la date d'expiration, l'autorisation cesse de plein droit.

Elle n'est pas renouvelable.

Dès la fin de l'autorisation, le permissionnaire enlève tout matériau non évacué par le SMBS, toute installation, panneau, banderoles, déchets se trouvant sur le domaine public maritime, de manière à remettre les lieux dans leur état d'origine. Dans le cas contraire, un procès-verbal est dressé à son encontre.

En application des articles L2112-5 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation ne saurait être constitutive de droits réels.

Article 4: Conditions particulières

Les matériaux extraits du chenal servent à combler un méandre dénommé « l'Anse aux Morts ». La mise en œuvre de ces matériaux respecte la cote maximale du profil arrière de cette anse afin de préserver l'aspect naturel du site et de garantir sa submersion par marée haute.

Ces matériaux (100 000 m³ pour la période décennale) ne pouvant être mis en dépôt dans « l'Anse aux Morts », sont stockés sur la plate-forme provisoire pour être ensuite repris après égouttage pour les travaux du Syndicat Mixte Baie de Somme - Grand Littoral Picard (rechargement des plages en érosion le long de la partie sud du littoral).

Il importe que le délai entre le dépôt de ces matériaux sur cette plate-forme et leur reprise vers leur destination finale soit la plus courte possible et ne dépasse pas 5 semaines.

Ces opérations ont lieu en dehors de la période estivale conformément aux prescriptions de l'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau.

Passé le délai de cinq semaines après leur mise en dépôt provisoire, les matériaux sont évacués vers une filière réglementaire ou remis à la mer.

Le permissionnaire veille à maintenir propre, en permanence, le site occupé et ses abords.

Tous stockage et manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle, à l'exception des opérations d'alimentation en carburant des engins de chantier, sont interdits sur le domaine public maritime et à proximité immédiate.

Le stationnement des véhicules d'avitaillement et l'entretien des engins de chantier sont interdits sur le domaine public maritime.

Le stationnement sur le domaine public maritime des matériels mobiles et véhicules est interdit hors des heures de travail et pendant les week-ends et jours fériés, sauf pour les engins chenillés qui devront être stationnés en limite du domaine public maritime, vers le hameau.

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution.

Notamment pour les engins, le permissionnaire établit une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement accidentel de produits polluants et s'assure autant que nécessaire que cette consigne est connue de son personnel et est effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin, ou véhicule, conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate hors du domaine public maritime.

En cas de pollution, le permissionnaire procède à l'enlèvement immédiat des installations et matériels du domaine public maritime.

Le permissionnaire veille également à la remise en état des milieux naturels souillés, après information et avis pris auprès du service gestionnaire du domaine public maritime et du service de police de l'eau compétent.

Dans le cas contraire, l'État fait procéder aux travaux nécessaires à la remise en état des lieux, à la charge du permissionnaire.

Le permissionnaire laisse libre accès aux services de secours en mer, notamment pour la mise à l'eau de leur embarcation. L'implantation de la zone de ressuyage prévoit une aire de retournement pour le véhicule SNSM.

Article 5: Organisation des travaux

Afin de réduire les nuisances dues au transport, le Maître d'Ouvrage privilégie le transport par des moyens adaptés à la circulation sur des sols à faible portance.

Pour ce qui concerne l'extraction des matériaux fins, les engins terrestres ne travaillent qu'une partie de la journée, en période de mortes eaux et à basse mer.

Les engins de travaux accèdent à la plage le plus directement possible, compte tenu toutefois des mesures de sauvegarde des espèces végétales protégées.

Les engins circulant dans l'enceinte close du chantier, pendant la durée des travaux et pour les besoins des travaux sont autorisés. La liste comprenant l'immatriculation de ceux-ci est fournie au Pôle de Gestion du Littoral huit (8) jours avant le début des travaux sur le domaine public maritime.

Article 6: Mesures de suivi

Le permissionnaire produit un dossier des ouvrages exécutés comportant le bilan des extractions, accompagné de plans ou croquis et de planches photos avant et après travaux.

Article 7: Information des usagers

La réalisation de ces aménagements est accompagnée d'une information et d'une sensibilisation des usagers (promeneurs, professionnels de la mer, ...) du secteur concerné, relatives à la sécurité du chantier et aux objectifs et phasage des travaux.

Une signalisation terrestre et nautique des travaux est envisagée en tant que de besoin.

Article 8: Conditions de préparation du chantier et de suivi des travaux

Pendant la phase préparatoire des travaux, le permissionnaire soumet à l'agrément du gestionnaire du domaine public maritime :

- le programme des travaux ;
- les matériels dont l'utilisation est envisagée ;
- la liste des matériels retenus.

Pendant les phases de travaux, le permissionnaire tient un registre « journal » à feuillets non détachables, qui comprend :

- journallement les informations nécessaires pour justifier de la bonne exécution de l'opération conformément au projet ;
- l'état d'avancement du chantier ;
- tout incident susceptible d'affecter le déroulement du chantier ;
- les modifications éventuelles du planning prévisionnel.

Ce registre est tenu en permanence à la disposition des Agents de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme.

Le permissionnaire intervient également sur l'estran afin de signaler et remédier immédiatement à tout danger et à tout affouillement susceptible d'apporter une gêne, ou un danger pour l'usage normal de l'estran.

Article 9: Contrôle

Les Agents de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme sont chargés du contrôle de conformité de l'autorisation. Pour ce faire, l'accès dans l'enceinte du chantier leur est permise.

Article 10: Modification des ouvrages ou de leur mode d'utilisation

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à la réalisation des travaux, à l'aménagement en résultant, à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'un nouveau dossier débouchant sur de nouvelles modalités d'autorisation.

Article 11: Responsabilités

Le permissionnaire est seul responsable des accidents qui peuvent se produire du fait de la présente autorisation, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

A cet effet, le permissionnaire intervient pour signaler et remédier immédiatement à tout danger susceptible d'apporter une gêne, ou un danger pour les usagers du domaine public maritime.

En aucun cas, la responsabilité de l'État ne peut être recherchée, par le permissionnaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés à ses installations ou de gêne apportée à son exploitation par des tiers, notamment du fait des marées.

Elle n'est également en aucun cas être engagée pour tout accident ou incident survenant au cours de l'occupation.

Le cas échéant, une remise en état des lieux est effectuée aux frais du permissionnaire.

La présente autorisation est accordée indépendamment des autres autorisations éventuellement nécessaires, notamment relatives à la « loi sur l'eau ».

Le permissionnaire reste responsable des autorisations à obtenir pour mettre en œuvre cette opération en toute légalité.

Article 12: Transfert de l'autorisation

La présente autorisation étant rigoureusement personnelle, le permissionnaire ne peut céder à un Tiers les droits qu'elle lui confère.

En cas de cession non autorisée, l'autorisation est révoquée et le permissionnaire reste responsable des conséquences de l'occupation du domaine public maritime.

Article 13: Déclaration des incidents ou accidents

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

Article 14: Redevance

Conformément aux articles A15 du code du domaine de l'État et L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme, la présente autorisation est accordée gratuitement, eu égard au caractère d'intérêt général présenté par l'opération.

Article 15: Révocation de l'autorisation

La présente autorisation est précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation peut être révoquée, notamment :

- en cas d'usage des terrains à des fins autres que celles pour lesquelles l'autorisation a été accordée ;
- en cas de cession partielle ou totale de l'autorisation, sans accord de l'État ;
- au cas où le bénéficiaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité qui a motivé l'octroi de l'autorisation, notamment le permis de construire ;
- en cas de pollution.

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit, en cas de révocation dans les cas prévus par le présent arrêté.

Article 16: Infractions et sanctions

Toute infraction commise dans le cadre de cette opération est réprimée :

- en vertu des articles L.2132-2, L.2132-3, et L.2132-26 à L.2132-28 du code général de la propriété des personnes publiques et des textes pris pour leur application ;
- en vertu des textes du code de l'environnement, par procédure pénale.

Article 17: Notification

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs.

Il est notifié au permissionnaire et une copie est adressée aux différents services consultés.

Une copie est affichée en mairie de Cayeux-sur-Mer pendant une durée d'un mois à compter de la notification du présent arrêté et pendant toute la durée du chantier sur un panneau implanté en limite du domaine public maritime.

Article 18: Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée, auprès du tribunal administratif compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

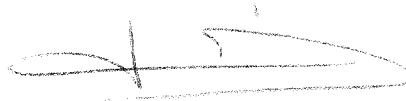
Le permissionnaire peut saisir, d'un recours gracieux, l'auteur de la décision dans le même délai.

Les tiers disposent d'un délai de recours de deux (2) mois, auprès du tribunal administratif compétent, à compter de la date d'affichage en Mairie de Cayeux-sur-Mer.

Article 19: Exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme, le président du conseil général de la Somme et Monsieur le maire de la commune de Cayeux-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Amiens, le 14 AVR. 2014
pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires
et de la mer et par délégation,
le chef du service de l'environnement, de la mer
et du littoral de la Somme,



Emilie LEDEIN

Reproduction interdite

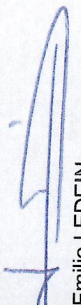


Situation de la pointe en 2007

2 500 m²

10 000 m²

Domaine Public Maritime Portuaire
 transféré en propriété au Conseil Général de la Somme
 par arrêté préfectoral en date du 18 janvier 2012
 NB: Hors parcelles privées (OA933, OA977, OA1598 et DP933)
 Espar - marquee EST
 Recalibrage du chenal
 Zone d'extraction
 Plateforme temporaire de dépôt
 Evacuation des matériaux
 Accès SNSM
 Zone de mise en dépôt
 de l'avois aux morts
 Limite du Domaine Public Maritime naturel

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
 en date du **14 AVR. 2014**
 pour le préfet et par délégation,
 pour le directeur départemental des territoires
 et de la mer et par délégation,
 le chef du service de l'environnement, de la mer
 et du littoral de la Somme,

 Emilie LEDEIN

